

Jean Tulard  
*de l'Institut*

# L'Empire de l'argent

*S'enrichir sous Napoléon*

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2023  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-5822-4

« Il ne s'agit pas moins que de faire fortune  
en un seul jour. »

Rapport administratif du 14 juin 1811  
adressé à Napoléon.



## Avertissement

Pour avoir un ordre de grandeur des sommes (souvent des millions) évoquées dans ce texte, il faut savoir que le salaire journalier d'un ouvrier parisien non qualifié est de 1,50 à 2 francs, d'un ouvrier plus spécialisé, de 3 à 4 francs, d'un ouvrier agricole, de 1,20 franc. À Paris, le pain de 5 livres est à 0,50 franc, un litre de vin ordinaire coûte de 0,50 franc à 1 franc, une livre de viande vaut 0,55 franc. Rappelons que 101 livres tournois plus 5 sols tournois correspond à 100 francs lorsque l'on compte encore en livres.



## Introduction

À l'aristocratie la Révolution a substitué la ploutocratie. Le critère de distinction sociale n'est plus désormais la naissance mais la fortune. Certes, l'argent jouait un rôle essentiel sous l'Ancien Régime. Si la noblesse a perdu sa suprématie en 1789, c'est pour s'être trop endettée face à une bourgeoisie en pleine ascension sur le plan économique et qui entendait trouver sa place, la première désormais, dans la société. La réaction nobiliaire, sous les dernières années de la monarchie absolue, fermant ses rangs aux nouveaux venus, révisant les droits féodaux et se réservant places et pensions, a été l'une des causes de la Révolution.

Le roi n'a pu tenir son rôle d'arbitre, empêtré dans une crise financière qu'il n'a pas su résoudre, faute d'écouter l'abbé Terray qui recommandait la banqueroute. Après les échecs de Turgot, Necker, Calonne et Loménie de Brienne, Louis XVI devra se résigner à convoquer les États généraux, l'autre origine de la Révolution.

Toujours l'argent.

De 1789 à 1799, un bouleversement inconnu jusqu'alors, même au moment des guerres de Religion, a modifié entièrement la société française. L'effondrement

des recettes fiscales qu'expliquent les désordres de l'été 1789 met le Trésor, déjà fortement endetté, aux abois. Impossible d'emprunter, même à court terme. Il n'est pas davantage possible d'emprunter à long terme. Deux tentatives, malgré la caution de Necker, échouent. Est envisagée sans suite la solution d'une contribution patriotique d'un quart du revenu, impôt remboursé dès le rétablissement du crédit de l'État, c'est-à-dire à une date très hypothétique. La confiance s'est envolée.

L'État en faillite, voici la noblesse ruinée lors de la nuit du 4 août 1789 où sont abolis droits féodaux et privilèges. Plus de revenus fonciers, plus de pensions distribuées par le roi, plus ou peu de fonctions. S'y ajoutent des menaces de mort qui obligent nombre de nobles à émigrer. Leurs biens seront alors confisqués et vendus.

Au tour du clergé, premier ordre de la nation, de voir sa fortune engloutie. Il manque 2 milliards dans les caisses de l'État. Le 10 octobre 1789, Talleyrand, évêque d'Autun et ancien agent général du clergé, apporte la solution : il évalue la fortune de l'Église à 2 milliards : que l'on nationalise les biens du clergé et le déficit sera comblé. Cette expropriation serait accompagnée d'une indemnisation. L'État prendrait à sa charge les frais du culte et verserait un traitement aux ecclésiastiques. L'Assemblée nationale constituante vota le 2 novembre 1789 la mise à la disposition de la nation des biens d'Église. Ce fut la première trahison de Talleyrand, trahison envers son ordre, mais pour une fois désintéressée.

L'actif était considérable, même s'il relevait d'une approximation. La dette héritée de la monarchie coûtait,

## INTRODUCTION

en intérêts annuels, 167 737 819 livres, et les dépenses publiques s'élevaient à 160 millions. Pour y faire face, la vente des biens d'Église était la meilleure solution plutôt que de s'en servir comme gage pour une nouvelle série d'emprunts. Mais mettre sur le marché une telle quantité de domaines risquait de provoquer un effondrement de leur valeur vénale. On ne pouvait tout vendre d'un coup. Par ailleurs, il fallait bien faire face aux dépenses publiques.

La loi du 19 décembre 1789 créa les assignats, sorte de bons du Trésor gagés sur les biens d'Église et portant intérêt à 5 %. Une émission de 400 millions, correspondant aux premiers biens mis en vente, fut décidée. Les assignats servaient à faire face aux dépenses publiques et jouissaient d'une préférence dans l'achat des domaines nationaux. Ils devaient être détruits lorsqu'ils seraient retournés à l'État par le moyen d'une caisse créée à cet effet : la Caisse de l'extérieur.

Le 17 avril 1790, l'intérêt des assignats fut abaissé à 3 %, puis, le 28 septembre de la même année, malgré la répugnance du ministre des Finances Necker, avant sa démission, et sur la suggestion de Mirabeau qui y voyait un moyen d'attacher leurs détenteurs à la Révolution, l'assignat devint un papier-monnaie au cours forcé et ne portant pas intérêt. Huit cents millions de nouveaux assignats furent émis. La planche aux assignats s'emballa peu après. Certes, ceux qui servaient à payer les biens nationaux étaient retirés de la circulation, mais à l'heure où se réunit la Convention, en septembre 1792, les 2 milliards correspondant à la valeur des biens confisqués à l'Église, dits biens nationaux, étaient déjà dépassés et les nécessités

imposées par la guerre, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, entraînaient de nouvelles émissions. À la chute de Robespierre, plus de 5 milliards d'assignats étaient en circulation.

La dépréciation était inévitable : elle atteignait 60 % au 9 Thermidor (27 juillet 1794). En mai 1795, le billet de 100 livres ne valait plus que 2 livres et, en janvier 1796, 30 centimes.

Après l'abandon du maximum des prix et des salaires établi sous la Terreur, on assista à une explosion de tous les prix, mais non des salaires, accentuant la misère des classes laborieuses (ouvriers, journaliers) et de tous ceux qui étaient payés en assignats, notamment les fonctionnaires. Mais c'était aussi l'État qui était atteint puisque les impôts étaient acquittés en papier-monnaie. Il ne survivait que par les pillages de ses armées et les confiscations de biens de ses ennemis de l'intérieur.

La tentative de substituer à l'assignat le mandat territorial ayant échoué, le ministre des Finances, Ramel, prit une décision énergique, le 30 septembre 1797 : une banqueroute des deux tiers sur la dette inscrite sur le Grand Livre, l'autre tiers étant consolidé. Ainsi, le détenteur d'une rente de 1 500 livres pour un prêt à l'État de 30 000 livres voyait celle-ci réduite à 500 livres. Tous les rentiers qui avaient prêté à l'État, essentiellement la bourgeoisie aisée de l'Ancien Régime, se trouvaient aux deux tiers ruinés après avoir souffert des dévaluations successives de l'assignat.

Cette bourgeoisie rejoignait dans le camp des perdants d'une part le clergé d'abord réduit à un traitement, puis sans ressource lorsque le traitement fut supprimé par les

## INTRODUCTION

Thermidoriens proclamant la séparation de l'Église et de l'État, et d'autre part les nobles, émigrés ou guillotinéés, dont les biens étaient immédiatement confisqués.

En revanche, une nouvelle bourgeoisie s'enrichissait par l'achat de biens nationaux dont elle payait les mensualités en assignats dévalués. De splendides domaines furent ainsi acquis pour une bouchée de pain, souvent avec la complicité des autorités. Une bourgeoisie rurale apparut, dont le symbole serait le père Grandet. Écoutons Balzac : « Il était en 1789 un maître tonnelier fort à son aise, sachant lire, écrire et compter. Dès que la Révolution française mit en vente dans l'arrondissement de Saumur les biens du clergé, le tonnelier, alors âgé de quarante ans, venait d'épouser la fille d'un riche marchand de planches. Grandet alla muni de sa fortune liquide et de la dot, muni de deux mille louis d'or, au district, où, moyennant deux cents double-louis offerts par son beau-père, un farouche républicain qui surveillait la vente des domaines nationaux, il eut pour un morceau de pain, légalement sinon légitimement, les plus beaux vignobles de l'arrondissement, une grande abbaye et quelques métairies. De plus, il fournit aux armées républicaines un ou deux milliers de pièces de vin blanc et se fit payer, non pas en assignats, de plus en plus dévalués, mais en superbes prairies dépendant d'une communauté de femmes que l'on avait réservées pour un dernier lot. »

Les fournisseurs aux armées, disposant de capitaux plus importants que ceux du père Grandet, cherchèrent à bâtir de véritables fortunes en trompant l'administration (elle-même souvent complice) sur la qualité et la quantité des fournitures.

La responsabilité des commandes relevait du ministère de la Guerre et d'un Directoire des subsistances générales. Le riche négociant genevois Bidermann fut l'homme influent de ce directoire en liaison avec les milieux d'affaires. Sa fortune doubla, puis tripla.

Avec l'extension de la guerre, le service des fournitures s'élargit. Les marchés étaient passés entre le ministère et des compagnies que l'on payait – comme c'est le cas du père Grandet, mais sur une autre échelle – en nature : forêts, couvents, réquisitions en pays conquis.

Des noms s'imposent : Flachat puis Bodin en Italie, ou Lauchère en Allemagne. Le blé vendu à l'armée coûtait 50 % plus cher qu'aux particuliers. Le prix des bottes doublait ; les chaussures étaient de très mauvaise qualité. Les protestations des généraux et des soldats se firent vives. On achetait le silence des premiers ; on étouffait les réclamations des autres en autorisant le pillage. Sous le Directoire, sur proposition de Jourdan, une commission fut nommée, mais les fournisseurs parvinrent à échapper aux sanctions limitées à quelques saisies de marchandises grâce à la corruption des autorités.

L'agiotage sur le cours de l'assignat et sur le change devint la spécialité de certains hommes d'affaires comme d'Espagnac, et d'étrangers, à l'exemple des frères Frey. Espagnac, les Frey, Guzman seront impliqués dans le procès de Danton et guillotiné avec lui. La personnalité de Danton est en effet inséparable de la corruption qui règne dans les milieux parlementaires (Fabre d'Églantine et la falsification du décret supprimant la Compagnie des Indes) favorisant la naissance de fortunes suspectes. Le « vertueux » Robespierre est impuissant face à cette soif

## INTRODUCTION

d'enrichissement qui rompt finalement toutes les digues sous le Directoire.

La Révolution a ouvert la voie à un formidable transfert de fortunes : en sortent ruinés les deux premiers ordres de la nation et la vieille bourgeoisie. L'argent est désormais roi et le mot d'ordre lancé est : « Enrichissez-vous. » Le Consulat et l'Empire vont offrir de nouvelles occasions de bâtir une fortune où l'épargne et le travail, chers à Guizot, n'auront qu'un rôle secondaire.

L'envers de la gloire certes, mais qui ne ternit en rien l'éclat des institutions créées et des victoires remportées par Napoléon.



## PREMIÈRE PARTIE

# LES INSTITUTIONS

Louis XIV sans Versailles ne serait pas Louis XIV. Le pouvoir a besoin de faste, la gloire est coûteuse. Les souverains contemporains de Napoléon avaient de magnifiques palais, une Cour brillante et un train de vie somptueux. Pour rivaliser avec eux, Napoléon, sur les ruines de la vieille monarchie française, doit ressusciter une noblesse, réveiller un luxe banni sous la Terreur, ranimer de vieux châteaux comme Compiègne ou Fontainebleau, faute d'avoir le temps d'en bâtir.

Lui-même est sobre dans sa tenue, dans ses goûts, dans ses plaisirs. Mais il souhaite un entourage qui éblouisse par son opulence. Il faut de l'argent. Donations, pensions et traitements atteignent souvent des chiffres vertigineux.

Le « Domaine extraordinaire » est là, apparemment intarissable fruit de la victoire. Napoléon y puise à pleines mains pour récompenser courtisans, généraux, grands commis. Approcher Napoléon, le servir, combattre sous ses yeux : autant d'occasions de s'enrichir.



## CHAPITRE PREMIER

### Comment s'est enrichi Napoléon

S'il fut, à l'apogée de l'Empire, « le souverain le plus riche de l'Europe » et laissa par testament, après sa chute, une fortune évaluée par lui à 211 millions (en réalité 7 millions, la différence venant de créances du Trésor public fixées arbitrairement par l'empereur déchu à un montant de 20 millions, que Louis XVIII se garda d'honorer<sup>1</sup>), Napoléon est parti de rien ou presque.

Il explique à Bertrand, le 15 février 1821 : « Dans ma famille, le principe était de ne pas dépenser. Jamais d'argent que pour les objets absolument nécessaires, tels que les vêtements, meubles, etc. mais pas pour la table, excepté l'épicerie : le café, le sucre, le riz qui ne venaient pas en Corse. Tout, autrement, était fourni par les terres... L'important était de ne pas dépenser d'argent. L'argent était fort rare. »

Son père, réputé prodigue, avait fait un mariage d'argent. La dot de Letizia Ramolino n'était pas négligeable (plusieurs propriétés et une vigne) mais fut vite

---

1. Pierre Branda, *Le Prix de la Gloire*, Paris, Fayard, 2007, p. 85.

dépensée. Heureusement, Charles Bonaparte sut changer à temps de camp. Après avoir servi Paoli, il se rapprocha du commandant militaire de l'île, Marbeuf. Un poste de juge assesseur au tribunal d'Ajaccio avec revenu de 1 200 livres, une noblesse prouvée « au-delà de deux cents ans », des bourses sur le continent pour Joseph et Napoléon sont autant d'avantages obtenus de ce ralliement. Le voilà désigné en 1779 comme député de la Corse pour présenter au roi les doléances de la province.

Hélas ! Une spéculation malheureuse concernant une plantation de mûriers et une mort prématurée de Charles, le 24 février 1785, n'arrangèrent pas la situation financière de la famille. Heureusement, Napoléon était nommé lieutenant d'artillerie quelques mois après le décès de son père, tandis que sa mère récupérait la terre des Milleli.

Voilà donc Napoléon officier. Ses dépenses se limitent au loyer de la chambre, aux repas et aux frais divers du régiment, soit 700 livres environ pour une solde de 800 livres. Ce budget est serré mais permet de vivre.

Au mois d'octobre 1786, il retourne en Corse et y découvre les difficultés financières de sa famille. Décidé à reprendre la situation en main, il demande un congé de cinq mois et demi afin de s'occuper des récoltes, de la pépinière et des mûriers. Il quitte l'île le 12 septembre 1787. Il se rend alors à Paris pour y régler une affaire de pépinière dont le contrat a été résilié en 1786. Nous sommes encore loin de l'époque où il établira le budget d'un empire de plusieurs millions de sujets... Le 1<sup>er</sup> décembre 1787, il lui est accordé une prolongation de congé de six mois, d'où son retour en Corse où il arrive le 1<sup>er</sup> janvier 1788.

Ces congés pour raisons personnelles ou familiales sont sans solde. Quelles sont alors ses ressources ?

Juin 1788, il est de retour à Auxonne. Il retrouve sa solde, mais, alors que la Révolution est en marche, il ne se préoccupe que de la Corse. En août 1789, il présente une demande de congé pour un semestre. Le ministre est généreux : il l'obtient du 15 octobre 1789 au 1<sup>er</sup> juin 1790. Et voilà qu'en avril 1790 il demande une prolongation de ce congé. De quoi vit-il ? De sa famille et d'expédients.

À la fin de janvier 1791, il quitte enfin la Corse. Le 1<sup>er</sup> juin, il est affecté comme premier lieutenant au 4<sup>e</sup> d'artillerie.

Fin septembre 1791, il est à nouveau en Corse pour assister aux élections à l'Assemblée législative. Le 16 octobre 1791 meurt l'archidiacre Lucien, le financier de la famille. Il laisse un héritage confortable. Napoléon achète, de moitié avec Fesch, son oncle, la maison la Trabocchina à Ajaccio et, dans la banlieue d'Ajaccio, les deux terres de Saint-Antoine et de Vignale, des biens nationaux. Une excellente opération faite pratiquement sans bourse déliée.

Il songe alors à s'établir dans l'île et postule au grade d'adjudant-major dans un bataillon de volontaires corses. Du coup, il ne rejoint pas sa garnison et, cette fois, il est menacé de destitution comme absent sans congé. Finalement, Narbonne donne son assentiment, étant ministre de la Guerre, à sa nomination comme adjudant-major. Il est élu lieutenant-colonel au 2<sup>e</sup> bataillon de volontaires corses. La campagne lui coûte cher et la solde n'est pas supérieure à celle du continent. Brusquement, fin avril, il quitte la Corse en proie à la violence. Le

26 mai 1792, il est à Paris où il se fait confirmer son brevet de capitaine dans une garnison du continent. Mais il décide de revenir dans l'île au moment des élections à la Convention.

Pour une fois, on sait comment il paiera son voyage, grâce à de nouveaux expédients. Il se fait envoyer de son régiment une somme de 1 500 livres sous le couvert d'Henry Gastaud, négociant. Retirant sa sœur de Saint-Cyr, il reçoit, pour la conduire en Corse, une somme de 352 livres de la municipalité. Et le revoilà en Corse, le 15 octobre 1792. Ce cinquième séjour sera le dernier. Il se heurte à Paoli et doit fuir l'île, avec sa famille<sup>2</sup>.

Le 13 juin 1793, les Bonaparte se retrouvent à Toulon sans argent, ayant tout perdu en Corse. Ils vont se fixer à Marseille, tandis que Napoléon rejoint à Nice la partie du 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie alors détachée dans le Midi.

Il retrouve sa solde. L'anecdote rapportée par Montholon selon laquelle son ancien camarade de régiment De Mazis lui aurait avancé 30 000 livres en or semble inventée. Toutefois, il est incontestable que son compatriote Salicetti l'a beaucoup aidé. Il était alors conventionnel et opposé à Paoli.

Au sortir du siège de Toulon, Bonaparte est promu général de brigade. Sa solde passe à 15 000 livres par an et s'y ajoute un logement de fonction, le Château Salé, près d'Antibes, où il installe sa famille.

Le 1<sup>er</sup> août 1794, Joseph épouse Julie Clary, fille d'un riche commerçant de Marseille. Les affaires de la famille

---

2. Chronologie tirée de Jean Tulard et Louis Garros, *Itinéraire de Napoléon au jour le jour*, Paris, Tallandier, 1992.

s'améliorent, mais la chute de Robespierre, dont le frère a favorisé l'avancement de Napoléon, entraîne la destitution du jeune général.

Jusqu'ici, il n'a pu édifier une fortune, même modeste. En Corse, ni les ventes de biens nationaux ni les commandements ne permettaient de s'enrichir. L'île était trop pauvre et trop agitée. En France, Bonaparte a manqué les campagnes de Belgique ou d'Allemagne, premières sources d'enrichissement pour des généraux. Si Joseph s'est assuré une certaine aisance par son mariage avec une fille de notable, Napoléon n'épousera pas la sœur de l'épouse de son frère, Désirée Clary.

Le 7 mai 1795, il est rayé du cadre des généraux d'artillerie et affecté au commandement d'une brigade d'infanterie en Vendée. Il refuse et se fait mettre en congé de maladie, puis en demi-solde. Il est finalement attaché au Bureau topographique du ministère de la Guerre, puis affecté à une mission en Turquie.

Pendant toute cette période, Napoléon ne cesse de se débattre dans des difficultés financières : la duchesse d'Abrantès le dépeint, dans des pages célèbres de ses Mémoires, pitoyable, efflanqué, mal vêtu.

Pour subvenir, il s'engage dans des mouvements de spéculation sur les denrées de première nécessité : sucre, café, savon sont moins chers à Marseille qu'à Paris. Pourquoi ne pas en faire venir dans la capitale en se réservant une confortable marge bénéficiaire ? Le projet n'aboutira pas. L'intérêt du général sans commandement se porte aussi sur les biens nationaux : « Si j'eusse acheté en arrivant ici [à Paris] – écrit-il, le 28 juillet 1795, à son frère dont il espère qu'il lui avancera de l'argent –, tu aurais gagné

un million puisque les assignats perdent tous les jours et que les terres augmentent<sup>3</sup>. » Napoléon découvre tous les mécanismes d'un enrichissement facile, mais ses différents projets échouent faute de moyens d'investissement. Est-ce la raison pour laquelle il ne cachera jamais, par la suite, son hostilité envers les hommes d'affaires et les acquéreurs de biens nationaux ? Le commandement de l'armée de l'Intérieur que lui confie Barras, en récompense de la façon dont il a écrasé l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire, ne lui permet guère d'améliorer sa situation financière et pas davantage son mariage avec Joséphine qui n'a pas un sou. C'est Barras qui a pris à sa charge le loyer de la maison de Croissy puis l'a aidée dans son déménagement rue Chantereine.

Pour s'enrichir, rien ne vaut un commandement à l'étranger. Le général Bonaparte reçoit celui de l'armée d'Italie, une simple armée de diversion mais dans un pays riche. Sa proclamation à ses soldats est une invitation au pillage dans lequel il entend prendre sa part.

D'emblée, il charge son oncle Fesch (futur cardinal) des marchés de fournitures. Celui-ci, sur le terrain, va commencer, à bon compte, sa collection de tableaux aux dépens des églises des localités qu'il traverse.

Les impositions prélevées sur les villes et les villages et sur les particuliers doivent prendre le chemin de Paris – environ 15 millions –, mais Bonaparte ne s'oublie pas. Les montants qu'il prélève ne sont pas connus mais probablement importants<sup>4</sup>. Joséphine, qui l'a rejoint

---

3. Napoléon, *Correspondance générale*, Paris, Fayard, 2004, t. I, n° 316.

4. Pierre Branda, *Le Prix de la Gloire*, *op. cit.*, p. 154.

à contrecœur, en profite. Liée à Mme Hamelin dont le mari a mis la main sur les mines d'Idrija, elle est associée aux bénéfices<sup>5</sup>. En revanche, l'expédition d'Égypte sera un fiasco et le butin sera confisqué par les Anglais. Mais l'heure est venue du coup d'État.

Premier consul, puis empereur, Napoléon est désormais à l'abri du besoin. Son traitement de Premier consul s'élève à 500 000 francs par an. Empereur, il touche jusqu'à 6 millions. Une liste civile est à sa disposition pour lui permettre de tenir son rang. Napoléon reçoit une dotation fixe pour assurer les dépenses de sa maison. S'y ajoutent les revenus issus des domaines de la Couronne, notamment les forêts domaniales, parcs et jardins qui entourent les châteaux (47 au total), à la disposition de l'empereur et administrés par l'intendant général. Le revenu personnel du souverain s'élève à 25 millions de francs. Il s'accroît de la liste civile du royaume d'Italie : 8 millions, laissés au vice-roi Eugène de Beauharnais. Napoléon dispose surtout du « Domaine extraordinaire » formé de biens mobiliers ou immobiliers acquis par le droit de conquête et la signature des traités. On verra plus loin l'usage qu'il en fit.

L'abdication de 1814 le priva de la liste civile. Ce manque devait être comblé par une somme annuelle de 2 millions que Louis XVIII fut assigné à lui verser, selon le traité de Fontainebleau. N'ayant pas signé ce traité, le roi se refusa à lui envoyer le moindre centime. Ce fut l'une des causes du retour de l'île d'Elbe. Encore l'argent.

---

5. Jean et Marie-José Tulard, *Les Égéries de la Révolution*, Paris, Robert Laffont, 2019, p. 274.

Après la seconde abdication, Peyrusse, son trésorier, et Noël, son notaire, lui firent signer des papiers lui assurant un capital de 180 000 francs pour son passage en Amérique<sup>6</sup>. S'étant rendu aux Anglais et ayant été déporté à Sainte-Hélène, il se retrouva dans l'île à la tête d'une somme de 300 000 francs. Il avait déposé chez le banquier Laffitte 3 millions en or et plusieurs billets. Mais il n'avait pas quitté les Tuileries sans bagages : un service complet de douze couverts, le grand service en porcelaine dit des « quartiers généraux », sans compter une grande quantité d'argenterie, des draps et des armes. Face aux restrictions imposées par le gouverneur Hudson Lowe, Napoléon va frapper un grand coup. Lowe avait demandé au commissaire Ibbetson et au major Gorrequer d'estimer les dépenses de Longwood assurées par le gouvernement britannique : le chiffre proposé était de 19 150 livres. Trop élevé selon Hudson Lowe. Le gouvernement britannique ne reconnaissait à Napoléon que le grade d'officier général. La différence devait être comblée par un prélèvement de 11 000 livres sur la fortune du captif. Napoléon s'y refusa : correspondre avec ses hommes d'affaires était impossible, toutes ses lettres étant décachetées. Ce serait révéler le nom de ses mandataires et les lieux où était déposé son argent que les Anglais jugeaient avoir été illégalement caché.

À Gorrequer qui lui fait remarquer que le gouvernement lui-même ne dispose que de 1 000 livres par mois, Montholon réplique que l'empereur est résigné à vendre son argenterie pour une valeur de 25 000 livres afin de

---

6. Pierre Branda, *Le Prix de la Gloire*, op. cit., p. 85.

pouvoir profiter « des petites douceurs qui lui étaient maintenant refusées ».

Ce qui se fera le 19 octobre 1815. « Comment se porte Napoléon ? » demande un habitant au maître d'hôtel Cipriani, et celui-ci de répondre : « Comme quelqu'un qui vend son argenterie pour vivre. » Le geste fit sensation à Londres. Napoléon obtint en définitive un budget de 12 000 livres<sup>7</sup>.

La question d'argent perd par la suite de son importance. En juillet 1817, Napoléon réussit à faire passer un message secret au prince Eugène, invitant ce dernier à ouvrir un crédit de 120 000 francs par an au général Bertrand chez MM. Andrews et Parker, banquiers à Londres. Chaque mois, Bertrand tire une traite de 10 000 francs sans opposition du gouverneur<sup>8</sup>.

Napoléon meurt riche. Peut-on s'en indigner ?

---

7. Pierre Ganière, *Napoléon à Sainte-Hélène*, Paris, Perrin, 1980, t. II, p. 129.

8. *Ibid.*, p. 147.

